

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

Présidence de la République



4^{ème} Edition de NEW YORK FORUM AFRICA

NYFA 2015

Discours de Son Excellence

**Madame Catherine SAMBA-PANZA Chef de l'Etat de la Transition
De la République Centrafricaine**

Libreville, le 28 août 2015

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs des missions diplomatiques et Consulaires ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations et institutions internationales ;

Mesdames et Messieurs les Chefs d'entreprises, éminentes personnalités du monde des affaires ;

Distingués invités,

Mesdames Messieurs ;

Je voudrais tout d'abord, adresser mes chaleureuses félicitations, au nom de la délégation centrafricaine ainsi qu'à mon nom propre, à mon frère, le Président Ali BONGO ODIMBA, Président de la République du Gabon, pour l'organisation réussie de ce forum.

J'adresse également mes remerciements les plus sincères au peuple frère du Gabon, pour la chaleur de l'accueil et toute l'attention dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée à Libreville capitale du Gabon, dont l'ambition à devenir un des grands carrefours en Afrique est une réalité par les nombreux événements continentaux et internationaux qu'elle ne cesse d'accueillir.

Distingués invités,

Mesdames Messieurs,

La quatrième édition de New York Forum Africa auquel je participe aujourd'hui, sur invitation de mon frère Ali, se tient à un moment où il a été compté plus de la moitié des pays africains dont le taux de croissance dépasse 5%. Cela est la marque d'une embellie dans les avancées au plan économique de notre continent qu'il convient de capitaliser et rendre durable pour le bien du peuple africain et celui de l'humanité toute entière.

Cette quatrième édition se tient en 2015, échéance pour l'atteinte des objectifs de développement du millénaire, année où la communauté internationale s'est engagée à tout mettre en œuvre, afin que la pauvreté et la faim soient contenues dans des proportions qui fassent honneur à l'humanité.

2015 est également l'année où la communauté mondiale se prépare à prendre de nouveaux engagements pour la préservation des conditions d'existence humaine sur la terre. C'est autant dire que l'humanité est à la recherche de l'harmonie durable entre son épanouissement dans toutes ses dimensions et la qualité de son cadre de vie.

Ainsi, « **Investir dans l'Energie du continent** », le thème choisi pour cette quatrième édition de New York Forum Africa est assez évocateur. Ce thème qui nous projette dans l'univers, nous amène à nous questionner sur tout le potentiel dont notre continent regorge. Il nous recommande une introspection africaine qui consiste à identifier les forces

motrices effectives dans notre continent et à forger les combinaisons pouvant potentialiser leurs effets.

C'est une réalité que la nature a doté la plupart des pays de notre continent d'immenses potentialités dont la valorisation devra permettre à chaque pays de relever les défis du développement humain. Si le comptage et l'évocation de ses ressources dont l'Afrique est dotée constituent un pas vers la connaissance de ses ressources, afin de mieux se les approprier, il va sans dire que la première énergie de l'Afrique, c'est son capital humain.

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

En me joignant à vous tous ici réunis pour affirmer que l'une des forces motrices du continent réside dans son capital humain, je conviens de la nécessité de considérer ce capital dans ses multiples configurations.

En disant cela, je voudrais m'attarder particulièrement sur la composante féminine de ce capital humain, une autre source d'énergie du continent.

En effet, l'inclusion du capital humain au service de notre continent ne peut s'autoriser de faire abstraction de la moitié de sa population, de la composante féminine du capital humain africain dont les capacités sont encore peu valorisées.

Nous notons avec satisfaction une nouvelle dimension de la confiance faite à la femme africaine, qui jadis était confinée dans les secteurs sociaux et le pan informel de l'économie de leur pays. Cette éclosion de confiance au plan politique est la résultante d'une révolution culturelle qui a permis à la femme africaine de savoir solliciter, convaincre et mériter la confiance populaire. Le fait que certaines statistiques révèlent que le nombre de femmes créatrices d'entreprise relevant du formel commence à croître de façon significative dans certains pays d'Afrique, est révélateur de cette dynamique nouvelle qu'incarne la composante féminine du genre humain en Afrique.

En République Centrafricaine mon pays, elles sont de plus en plus nombreuses dans les organes de décision et de contrôle et les plus hautes institutions républicaines. Bien qu'encore nombreuses dans l'informel, elles commencent à prendre pied dans le formel. J'en suis moi-même initialement de ce milieu avant d'être en charge depuis quelque temps des plus hautes fonctions de l'Etat.

Cette mutation devra nous déterminer à mettre un accent particulier sur l'éducation des filles, sur leur éducation professionnelle et sur leur accès aux établissements d'encadrement de niveau supérieur pour qu'elles développent les aptitudes requises, pouvant leur permettre de contribuer à la potentialisation de l'énergie du continent. Ainsi donc, investir dans la jeunesse en général et dans la jeunesse féminine en particulier assure à l'Afrique des chances et des opportunités d'une plus large transformation dans le futur. Mais le génie entrepreneurial de la femme africaine s'exaltera mieux, si l'inclusion financière est portée

à un niveau permettant aux femmes de toutes les classes sociales d'avoir accès aux sources et moyens de financement adaptés.

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Sur un autre tableau, j'ai aussi observé comme beaucoup d'analystes que la dynamique de l'économie africaine est plus affirmée, depuis que le secteur public jadis providentiel a laissé apparaître ses limites. Cet essoufflement a offert l'occasion d'une prise de conscience sur la nécessité d'encadrer la structuration du secteur privé, porteur du nouvel espoir du rayonnement économique de l'Afrique. C'est dans cet ordre que des politiques publiques portent sur l'assainissement de l'environnement des affaires, afin d'accroître sa contribution à la croissance économique dans chaque pays respectif.

De l'informel au formel, le secteur privé a su toujours apporter une réponse à sa manière aux préoccupations du consommateur africain, aux besoins d'auto emploi et d'emploi en Afrique de nos jeunes actifs, aux besoins de transformation primaire ou semi-primaire des produits du sol ou du sous-sol africain, quand bien même ces produits demeurent encore faiblement transformés en Afrique. Ce secteur privé contribue à jeter les bases de l'intégration des économies africaines par les échanges transfrontalières, même si leurs volumes demeurent encore limités, en raison des barrières persistantes sur nos frontières contre lesquelles, notre ardeur d'intégration finira par avoir raison.

Cette dynamique du secteur privé qui réalise petit à petit des percées économiques est source d'espoirs et d'opportunités. Elle se fonde en effet sur la nécessité pour les entreprises africaines d'apporter des réponses aux préoccupations individuelles et collectives des africains dont la population en mutation a des exigences. Cela exige des systèmes de production de mieux en mieux structurés, avec des exigences de coût et d'efficacité, le tout dans une démarche qualité caractéristique des entreprises performantes.

Ainsi, il y a urgence à soutenir le développement des PME africaines afin qu'elles parachèvent la mutation que leur exige leur nouvel environnement économique. C'est aussi là, des opportunités d'investissement que le « Marketplace du NYFA » ne devra pas perdre de vue. Cela ne saura seulement s'arrêter à Libreville mais s'étendre à l'ensemble de l'économie africaine en marche vers un marché commun à l'échéance 2030 fixée par l'Union Africaine.

Cette dynamique de l'économie africaine est à mettre aussi en lien avec l'immensité des ressources naturelles dont regorgent le sol et le sous sol africains, ce qui prédispose l'Afrique à devenir le continent d'accueil des industries intermédiaires, opportunité d'investissement qui devra faire l'objet d'attention du monde des affaires.

Au besoin de transformation de nos ressources pour lesquels les portes de l'Afrique seront grandes ouvertes aux investisseurs sérieux du monde entier, le déficit considérable en infrastructure dans de nombreux secteurs et surtout les infrastructures de base que sont l'énergie, les voies de communication quel qu'en soient les modes (terrestre, fluvial, maritime, aérienne, ferroviaire) sont des domaines où l'Afrique ne saura pas se priver de partenariat qui lui permette de combler d'importants gaps dans ce domaine et soutenir sa dynamique de croissance.

En République Centrafricaine mon pays, considérant le rôle moteur que le secteur privé devra jouer dans une situation post crise en vue de la relance économique, après le forum national de Bangui qui a jeté les bases de l'apaisement des esprits et des cœurs, j'ai aussitôt engagé le gouvernement à la préparation du Forum du secteur privé. Car j'ai foi que le secteur privé a toutes les aptitudes pour apporter une solution économique durable à l'un des déterminants fondamental de cette crise à répétition que le pays a connu, la pauvreté. Ce forum devra se tenir dans la deuxième semaine du mois de septembre à Bangui et sera l'espace où les opérateurs économiques, mèneront des débats interactifs structurés autour des grappes de croissance forêt, mines et agriculture et le climat des affaires.

Dans ce cadre, les opérateurs économiques soulèveront des préoccupations qui sont les leurs dont les réponses pourront être apportées par leurs pairs, soit ils feront des propositions opérationnels, dont l'Etat devra faciliter la mise en œuvre dans le cadre d'un partenariat multiforme, afin que l'économie centrafricaine qui affiche déjà une embellie en 2015, avec un taux de croissance de plus de 5%, s'inscrive durablement dans cette tendance. Bien entendu le secteur privé saura tirer profit du nouvel environnement politique résultant des élections présidentielles et législatives qui mettront fin à la transition, en consacrant le retour de la République Centrafricaine à un nouvel ordre constitutionnel dès 2016.

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Nous pouvons clamer haut et fort et affirmer fièrement que l'Afrique est un continent d'espoir économique, un continent d'opportunités et d'avenir pour le monde.

Vive l'investissement en Afrique !

Vive le partenariat économique pour une Afrique dynamique !

Je vous remercie.